

# Macron : prisonnier de son conseiller économique ?

Posté le : 17 septembre 2017 17:26 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
Catégorie: Europe de l'est, Attitudes, Economie et politique, Fiscalité

En juillet nous avions écrit :

« Les débats qui n'ont pas eu lieu pendant la campagne commencent. Mieux vaut tard que jamais. On découvre que le programme Macron était de pure accroche électorale et que lui donner de la cohérence est impossible. L'électoralisme cynique et les nécessités nationales ne se marient jamais de façon évidente. Comme pour l'Union Soviétique pendant 75 ans, les médias n'ont jugé la République en Marche que sur ses intentions et jamais sur la réalité. La chute du mur avait découvert un désastre inouï. La chute dans les sondages découvre un vide programmatique inouï. »

Ce thème est repris par Erwann Seznec, dans le N° 049 de Causeur, qui dénonce un « stratège à la petite semaine ». Il en donne des exemples plutôt significatifs, notamment en soulignant les risques d'inconstitutionnalité de plusieurs mesures comme les transferts mal maîtrisés entre ce qui est du domaine de l'impôt et ce qui est du ressort de la cotisation sociale.

D'autres soulignent l'inexistence de LREM comme parti ayant une doctrine. Les membres de ce mouvement, même élus, ne savent absolument pas où on les emmène et sont totalement incapables de décrire les projets, encore moins de les expliquer et encore moins de les justifier. Quand on ne sait pas, on ne sait pas !

Le gouvernement ne revendique aucun schéma d'ensemble, sauf pour les ralliés de l'ex UMP à chanter la vertu démagogique des deux mesures électoralistes qui ont servi de ciment à la candidature Macron : le transfert autoritaire de revenu entre les retraités et les salariés en poste ; le transfert de la taxe d'habitation de 80 % des Français vers les Français payant l'impôt sur le revenu et la dette. Voir Bruno Le Maire et Darmanin faire la promotion, les larmes à l'œil, de ces deux mesures démagogiques doit effectivement faire grincer quelques dents dans leur parti.

On reste encore aujourd'hui, au moins en apparence, dans le même mouvement de démagogie électorale. Et ceux qui reliront Révolutions ne seront guère avancés. Le livre est absolument vide d'indications suffisantes pour comprendre où on veut mener le pays. Du coup les thèses complotistes prennent leur élan et stigmatisent « l'agenda caché » de différents diables secrets, comme la finance internationale ou quelques grands patrons intéressés.

Compte tenu du caractère très progressif des dévoilements et de la tendance naturelle d'Emmanuel Macron à proposer des textes foisonnants de centaines de mesures disparates, empêchant de juger la direction de l'ensemble (ce qui n'empêche nullement les opposants séduits par certaines d'entre elles de parler de « pas dans la bonne direction »), il est difficile de prétendre déceler quelques lignes directrices que ce soit. Le risque d'être aussitôt démenti un peu, beaucoup ou passionnément par une autre rafale de mesures contradictoires est trop grand. On avance à la godille, mais on avance ! Même si on ne va jamais loin.

Ces impressions doivent être relativisées. Comme tous les Énarques, Emmanuel Macron n'a aucune vision économique claire. Mais il a des conseillers et en particulier Jean Pisani-Ferry qui était jusqu'en janvier de cette année, Commissaire général de France Stratégie, le Commissariat général

à la stratégie et à la prospective. Il était le membre de l'équipe électorale chargé du programme économique. Il a été récompensé en devenant le coordonnateur du « grand plan d'investissement de 50 milliards d'euros dans les domaines de la transition écologique, du développement, des compétences, de la santé, des transports, de l'agriculture et de la modernisation de l'État ». Le Premier Ministre l'a missionné « pour le concevoir et préparer son déploiement », une jolie sinécure de cinq ans au moins.

Jean Pisani représente, au même titre que Rocard ou Florence Parly, le succès des fonctionnaires « fils ou fille de » hauts fonctionnaires, pourvu qu'ils soient politiquement corrects, c'est-à-dire « de gauche », « étatistes » et « pro européens ». Ce népotisme féodal est la marque de l'Énararchie Compassionnelle. Naturellement on ne doit pas s'abaisser à se prétendre de purs socialistes. Le politiquement correct suffit. Pisani Ferry est donc directeur général du groupe Breughel, dirigée par J. P. Trichet : voilà la caution bruxelloise. Il a usiné sur le CICE, après avoir été avec Sautter et DSK : voilà la caution sociale libérale. Il symbolise à lui tout seul les accusations de recyclage de la haute fonction publique compromise avec Hollande dans les fourgons du Macronisme.

Emmanuel Macron l'a remis du devant de la scène à la suite de la polémique sur les « loyers fictifs ». On sait qu'une partie des économistes fonctionnaires d'extrême gauche sont en faveur de l'idée que l'égalité exige que les possesseurs de leur appartement paient un impôt équivalent au loyer qu'ils ne paient plus à la suite de leur effort d'épargne. Cette folie à caractère communiste, est une des lubies de Jean Pisani-Ferry. Cette mesure qui tentait le futur président, a été si violemment reçue qu'il a fait rapidement machine arrière.

Cela n'empêche pas que Pisani-Ferry a réussi à imposer les deux mesures phares proposées par Emmanuel Macron :

- Le transfert des retraités vers les salariés d'une partie de leur revenu.
- La suppression du concept de cotisation au profit de l'impôt général pour le paiement des allocations sociales.

Il en fait aujourd'hui même la propagande dans le Journal du Dimanche. Le but, après avoir servi d'appâts électoraux, est désormais d'éviter que les mesures en faveur de la finance et de la flexibilité ne soient considérées comme des « cadeaux aux riches ». La préoccupation est typique des Enarques. Il est normal que la réduction de l'étouffement fiscal des « possédants » concerne d'abord cette catégorie et nul n'a besoin de trouver des compensations. Sauf pour les fonctionnaires étatistes et socialistes qui veulent trouver un moyen de verrouiller les débats. Sous Jospin où Pisani-Ferry avait de l'influence on a trouvé cette formule imbécile de la « prime d'activité ». On recommence. Même conseiller, même mesure.

Il faudrait garder en mémoire la fin de l'interview. « Je pense que Macron va choisir l'option de ne pas ramener au-dessous de 3 % les déficits et va proposer des réformes de l'Europe ». Cela avait été la formule de Mitterrand : fuite en avant européenne contre le n'importe quoi économique en interne. Le titre de l'article est drôle : Importons les succès allemands. À l'intérieur, concernant le modèle allemand : « Ce n'est pas le modèle pour nous ».

Le problème n'est pas que Macron n'ait pas de véritables perspectives économiques. C'est que son conseiller en a, mais ce sont les idées les idées qui ne marchent pas depuis Mitterrand et qui représentent uniquement l'approche des hauts fonctionnaires socialisants. Quand on s'appuie sur un conseiller qui a promu des erreurs majeures pendant 20 ans, on ne peut pas espérer beaucoup des « transformations » censées adapter notre pays au nouveau monde.